

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LA POLITIQUE CHINOISE D'OBAMA

ENTRE *SMART DIPLOMACY* ET RIVALITÉ

PAR

BARTHÉLÉMY COURMONT (*)

L'administration Obama a fait le choix d'un partenariat renforcé et durable avec la Chine, pour répondre aux enjeux globaux, tels que la crise économique internationale ou encore les questions environnementales et énergétiques. Quelle que soient leurs positions, les experts de la Chine à Washington s'accordent désormais quasi unanimement sur cet impératif que justifie le poids grandissant de Pékin sur la scène internationale (1). Toutefois, un tel partenariat est-il réellement possible ? La montée en puissance de la Chine génère de telles inquiétudes outre-Atlantique, qu'il est difficile de ne pas entrevoir, derrière les déclarations de bonnes intentions, des lignes de tension révélatrices des difficultés dans la mise en place de la *smart diplomacy*. Énoncée dès le 13 janvier 2009 par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, cette « diplomatie intelligente » – aussi appelée *smart power* – a été appliquée avec plus ou moins de succès depuis cinq ans par une administration désireuse de conforter sa présence en Asie-Pacifique et de modifier sa relation avec des Etats considérés comme potentiellement rivaux.

Washington juge particulièrement nécessaire de repenser son partenariat avec Pékin, les deux dernières décennies ayant été marquées par une nette progression de la Chine, que ce soit au niveau régional ou international. C'est le cas dans le domaine économique, le « miracle chinois » s'étant poursuivi en dépit de la récession économique mondiale (2), mais c'est également le cas dans le domaine stratégique, Pékin jouant un rôle de plus en plus important

(*) Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS, France), directeur-associé, Sécurité et défense, à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Université du Québec à Montréal, Canada) et rédacteur en chef de *Monde chinois, nouvelle Asie*.

(1) Cf. notamment Suisheng ZHAO, *China-US Relations Transformed : Perspectives and Strategic Interactions*, Routledge, New York, 2008 ; David SHAMBAUGH, « A new China requires a new US strategy », *Current History*, n° 109, sept. 2010, pp. 219-226.

(2) La croissance du PIB chinois a connu un ralentissement en 2011 et 2012, mais Pékin a constamment maintenu un rythme que les autres BRICS (notamment l'Inde) n'ont pas été en mesure de suivre ; dès 2013, les courbes sont revenues à la « normale » de ces dernières années. Plutôt que de se réduire, le poids économique de la Chine sur la scène internationale s'est renforcé avec la crise internationale, le taux de croissance du PIB chinois se maintenant, malgré un repli, au-dessus de 8% par an, tandis que les économies des principales puissances entraient en récession ou traversaient des zones de turbulences.

sur différents dossiers, tandis que sa diplomatie monte progressivement en puissance (3).

La marge de manœuvre politique de Washington est désormais d'autant plus réduite que la Chine est devenue une puissance commerciale qui impose le respect et dont les consommateurs américains ne peuvent plus se passer. Les Etats-Unis sont même aujourd'hui largement débiteurs à l'égard de la puissance émergente. Les importations américaines en provenance de Chine, qui sont déjà six fois supérieures aux exportations vers Pékin, progressent par ailleurs à grande vitesse, ce qui a pour effet de provoquer un déficit commercial donnant le vertige : plus de 200 milliards de dollars annuels, les prévisions tablent sur une aggravation de cette tendance dans les prochaines années. Pour ces raisons, les Etats-Unis encouragent la Chine à agir raisonnablement sur la scène économique comme sécuritaire en tant que puissance influente. La Chine apprécie cette position américaine qui reconnaît *de facto* son poids grandissant, mais ne souhaite pas nécessairement jouer un rôle dicté par Washington et prendre, selon les souhaits américains, ses responsabilités sur la scène internationale (4). Non seulement la Chine n'accepte pas sans condition d'être plus docile, mais elle se montre par ailleurs de plus en plus arrogante, voire hégémonique. Sur ce point, Zbigniew Brzezinski et John Mearsheimer s'interrogent – « *pourquoi devons-nous penser que la Chine agirait différemment des Etats-Unis ?* » –, considérant avec pragmatisme qu'une attitude hégémonique de la Chine, notamment en Asie du Nord-Est, ne serait que la conséquence de sa montée en puissance, tout en reconnaissant le risque d'une confrontation avec Washington si aucune garantie réciproque n'est apportée (5).

REDÉFINIR LA POLITIQUE ASIATIQUE DE WASHINGTON

La rivalité sino-américaine ne se limite plus aux questions économiques et commerciales, ni même militaires, et s'étend désormais à d'autres sphères. Pour certains observateurs américains, le *soft power* de Washington a décliné, notamment en Asie du Nord-Est (6). Plus qu'une présence stratégique, c'est la capacité d'influence de Washington qui serait mise à mal dans cette région. Le rapport *Global Trends 2030*, rendu public en décembre 2012 par le National Intelligence Council, prévoit ainsi un glissement progressif du pouvoir économique de l'Occident à l'Orient et met l'accent sur la montée en puissance économique de la Chine, notant que « *la Chine disposera probablement de la*

(3) Jean-Pierre CABESTAN, « La montée en puissance de la diplomatie chinoise », in Sophie BOISSEAU du ROCHER (dir.), *Asie dix ans après la crise, édition 2007-2008*, La Documentation française, Paris, 2007, pp. 57-80.

(4) Cf. Liqun ZHU, *China's Foreign Policy Debates*, ISS (Chaillot Paper, n°121), sept. 2010, pp. 40-44.

(5) Zbigniew BRZEZINSKI / John MEARSHEIMER, « Clash of Titans », *Foreign Policy*, n°46, janv.-fév. 2005, p. 46.

(6) Cf. notamment Joshua KURLANTZICK, « The decline of American soft power », *Current History*, déc. 2005.

plus grande économie mondiale, dépassant celle des Etats-Unis quelques années avant 2030 » (7).

Parallèlement au poids déclinant de l'économie américaine, Washington s'inquiète de la dégradation de l'image des Etats-Unis sur la scène internationale, en Asie notamment (8), ce qui a pour effet de diminuer l'influence de la première puissance mondiale. Au centre des critiques : l'unilatéralisme américain des années Bush et le *hard power* privilégié pendant huit ans de présidence républicaine. L'administration Obama a redoublé d'efforts afin d'inverser la tendance, mais certains observateurs estiment que les conséquences de l'unilatéralisme seront durables et que c'est l'unipolarité née de l'après-Guerre froide qui est irrémédiablement en train de disparaître (9).

Reste cependant à savoir ce qui s'imposera durablement après l'unipolarité. John Ikenberry, très critique de la politique étrangère menée sous l'administration Bush, écrit pendant la présidence de ce dernier que « *le 'moment unipolaire' des Etats-Unis va inévitablement vers sa fin. Si l'affrontement du XXI^e siècle aura lieu entre les Etats-Unis et la Chine, la Chine aura l'avantage. Si cet affrontement se produit entre la Chine et un système occidental ravivé, ce dernier triomphera* » (10). Cet affrontement serait bien évidemment celui de deux modèles, sur la base des considérations actuelles, à savoir un modèle occidental de démocratie libérale face à une Chine poursuivant sa croissance économique rapide, mais refusant dans le même temps toute réforme politique.

Si la rivalité avec la Chine est dans les esprits, la politique américaine en Asie-Pacifique ne saurait se comprendre qu'à l'aune d'une vision globale de la place de Washington sur la scène internationale. Les Etats-Unis s'engagent en Asie parce qu'il en va de leur place sur la scène internationale, tout retrait pouvant conduire à un déclin relatif. Ainsi, de nombreux observateurs invitent les décideurs politiques américains à se montrer très présents en Asie-Pacifique et à ne pas isoler les dossiers qui s'y trouvent des autres enjeux globaux de Washington (11).

Alors en campagne pour les primaires démocrates, l'ancien représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, Bill Richardson, estimait en 2008 que, « *dans la foulée de l'échec de l'expérience unilatéraliste de l'administration Bush, les Etats-Unis ont une nouvelle fois besoin de construire une poli-*

(7) *Global Trends 2030*, p. iv, disponible sur le site Internet globaltrends2030.files.wordpress.com/2012/11/global-trends-2030-november2012.pdf.

(8) Evan A. FEIGENBAUM, « Why America no longer gets Asia », *The Washington Quarterly*, vol. XXXIV, n° 2, pp. 25-43.

(9) Cette analyse est particulièrement forte côté chinois. A l'occasion des célébrations du dixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, les médias chinois se lancèrent ainsi dans un vaste examen du déclin des Etats-Unis au cours de la décennie écoulée.

(10) John IKENBERRY, « The rise of China and the future of the West », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 1, janv.-fév. 2008, p. 25.

(11) Sur la question de la relation entre la mondialisation, la place de Washington sur la scène internationale et la stratégie américaine en Asie-Pacifique, cf. Daniel TWING, « America's grand design in Asia », *The Washington Quarterly*, été 2007. Dans cet article, l'auteur explique dans quelle mesure la place de Washington en Asie est déterminée par les actions américaines sur la scène internationale plus que par sa participation aux questions sécuritaires locales.

tique étrangère réaliste et respectant les valeurs américaines. Cette politique doit répondre aux défis de notre époque avec des actions concrètes plutôt que des espoirs naïfs. Et elle doit nous unir parce qu'elle est inspirée par les idéaux d'une nation et non l'idéologie d'un président » (12). Ces recommandations sont particulièrement suivies dans le cas de la politique américaine en Asie-Pacifique, où l'administration Obama doit à la fois mettre en avant des valeurs et traiter avec réalisme et pragmatisme les difficiles dossiers en cours. La défense des idéaux et la mise en avant du *soft power* sont ainsi un élément central des ambitions de Washington. Ce sont d'ailleurs des engagements allant dans cette direction qui justifiaient aux yeux du comité Nobel la désignation de Barack Obama comme prix Nobel de la Paix 2009, le 9 octobre 2009. Ce prix fut immédiatement perçu aux Etats-Unis – par l'intéressé lui-même – et dans le reste du monde comme un encouragement aux initiatives multilatérales du président américain, à son engagement en faveur de la réconciliation entre les peuples et du désarmement nucléaire. Sur ces différents points, l'Asie du Nord-Est est un test grandeur nature de l'aptitude de la Maison-Blanche à proposer une nouvelle donne.

Dès sa prise de fonctions en janvier 2009, l'administration Obama s'efforça, dans la relation avec la Chine, de proposer un partenariat accru et de réaffirmer la place de Washington en développant une stratégie du pivot. Associant les caractéristiques du *hard* et du *soft power*, le *smart power* a pour ambition de raviver la capacité d'influence des Etats-Unis en favorisant le dialogue, mais sans pour autant baisser la garde sur les différends les plus sensibles. Plus qu'une rupture avec les années Bush, c'est une nouvelle donne qui fut proposée à la Chine, plusieurs experts de l'administration Obama estimant que la montée en puissance économique chinoise pouvait avoir des effets positifs sur l'économie américaine, justifiant un plus grand partenariat (13).

LES DÉFIS DU *SMART POWER*

Le concept de *smart power*, qui caractérise cette réorientation de la politique étrangère américaine, a été développé au départ par Joseph Nye – le premier à définir le *soft power* dans les années 1990 – dans son livre *Soft Power : the Means to Success in World Politics*, publié en 2004 (14), et formulé par Hillary Clinton à l'occasion de plusieurs interventions sur l'engagement américain sur la scène internationale, notamment lors de sa prise de fonction au Département d'Etat. Et il s'impose aujourd'hui comme l'un des thèmes de réflexion des *think tanks* spécialisés dans la politique étrangère à Washington.

Pour Joseph Nye, qui donne une définition de ce concept : « bien des outils officiels du pouvoir soft ou de 'séduction' comme la diplomatie publique, la

(12) Bill RICHARDSON, « A new realism. A realistic and principled foreign policy », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 1, jan.-fév. 2008, p. 142.

(13) Cf. Ken MILLER, « Coping with China's financial power », *Foreign Affairs*, vol. LXXXIX, n° 4, juil.-août 2010.

(14) Joseph NYE, *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, Public Affairs, New York, 2004, p. 32.

radio et la télévision, les programmes d'échange, l'aide au développement, l'aide humanitaire en cas de catastrophe, les contacts entre militaires, sont dispersés autour du gouvernement sans que soient mis en place de stratégies ou de budgets globaux qui permettraient de les intégrer davantage. [...] Les Etats-Unis devraient développer la stratégie de la 'puissance intelligente' en créant un poste de conseiller adjoint à la sécurité nationale, chargé de mettre en œuvre un plan rationalisé et de proximité. Ce conseiller devrait avoir autorité pour réaffecter des fonds gouvernementaux afin de mettre en œuvre cette stratégie » (15). Pour le professeur de Harvard, le *smart power* serait ainsi une prise en main par les pouvoirs publics du *soft power*, afin de privilégier l'intérêt national des Etats-Unis et renforcer l'influence de Washington dans le monde. Dans une étude du CSIS publiée en 2007 enfin, à laquelle participe Nye aux côtés de Richard Armitage – qui avait été le numéro deux du secrétaire d'Etat Colin Powell –, le *smart power* est défini comme « une approche qui met l'accent sur la nécessité d'un outil militaire fort, mais privilégie également les alliances, partenariats et institutions à tous les niveaux permettant d'étendre l'influence des Etats-Unis et de renforcer la légitimité de l'action américaine » (16).

Hillary Clinton s'est, tout au long de son engagement au Département d'Etat, emparée du *smart power* de Nye, en lui ajoutant un volet stratégique que la politique américaine en Asie-Pacifique illustre parfaitement. De fait, l'Asie justifie un engagement économique et politique accru, mais dans le même temps l'engagement américain est déterminé par l'identification de la Chine comme compétiteur potentiel. Hillary Clinton ne s'en est jamais cachée et l'a même annoncé de manière très explicite dans un article publié dans la revue *Foreign policy* fin 2011 (17). En vertu de cet engagement qui s'inscrit dans la durée, les Etats-Unis visent à la fois le maintien de leurs acquis et gardent un œil attentif sur les développements de la puissance chinoise, dans ses aspects militaires (endiguement) mais aussi et surtout politiques et économiques. La *smart diplomacy* appliquée à l'Asie, c'est à la fois une stratégie de rayonnement et d'endiguement et, par extension, un moyen de lutte contre un rival de la taille de Pékin.

Qu'il s'agisse du *soft* ou du *smart power* ou même de la question de la capacité d'influence et des outils de la séduction, force est cependant de reconnaître que les Etats-Unis et la Chine se livrent une véritable guerre des perceptions que la montée en puissance de la Chine ne fait qu'amplifier. Pékin s'adapte aux stratégies d'influence de Washington, lesquelles fluctuent en fonction des position-

(15) Joseph NYE, « Redonner ses lettres de noblesse au 'Smart power' », *Foreign Policy*, édition française, n°9, disponible sur le site Internet www.foreign-policy.fr/Redonner-ses-lettres-de-noblesse.html. Nye revient également sur le *smart power* dans un livre publié en 2011 et traite spécifiquement du cas américain, sous forme de recommandations adressées à l'administration Obama : cf. Joseph NYE, *The Future of Power*, Public Affairs, New York, 2011, pp. 207-208.

(16) CSIS, Commission on Smart Power, *A Smarter, More Secure America*, Washington, 2007, disponible sur le site Internet csis.org/files/media/csis/pubs/071106_csisreport.pdf.

(17) Hillary CLINTON, « America's pacific century », *Foreign Policy*, nov. 2011. Ce texte présente la stratégie officielle du pivot de Washington, mettant en avant la nécessité de coopérer avec Pékin, mais aussi l'impatif de la méfiance à l'égard des intentions chinoises.

nements politiques des dirigeants américains. Joseph Nye n'hésite pas à faire état d'un « *basculement des perceptions de la puissance* » au profit de Pékin (18). Or, si la Chine a déjà gagné la bataille des perceptions, ne lui resterait plus qu'à remporter le bras de fer qui l'oppose aux Etats-Unis sur les réalités de la puissance. Une question de temps que *soft* et *smart power* semblent être en mesure de raccourcir ou de retarder, à condition toutefois pour ce deuxième cas de figure que la stratégie du pivot soit un succès.

Plus qu'une option, le *smart power* est donc une stratégie de maintien de la puissance que le Président américain s'est efforcé de mettre en place, notamment à l'occasion de ses tournées asiatiques, au cours desquelles il a ménagé le partenaire chinois, mais cherché dans le même temps à renforcer le partenariat avec les autres puissances asiatiques (en particulier le Japon, mais aussi le Vietnam et l'Australie). Les inquiétudes constantes sur la montée en puissance militaire de la Chine, malgré le souhait de maintenir un dialogue sur les questions stratégiques et malgré le maintien d'un déséquilibre important entre les capacités américaines et chinoises (19), sont également symptomatiques de cette stratégie, qui cherche à définir une nouvelle relation associant un partenariat accru et une méfiance maintenue (20).

LES LIMITES DE LA POLITIQUE CHINOISE D'OBAMA

Après un premier mandat marqué par de nombreuses initiatives dans la région (participation aux sommets de l'APEC, réaffirmation des partenariats stratégiques existants et mise en place de nouvelles plates-formes de dialogues en Asie-Pacifique, nombreuses rencontres aux plus hauts niveaux politiques), la politique chinoise d'Obama semble piétiner et les intentions n'ont pas été converties en actes forts. Pour Brian Klein, les pays d'Asie ne doivent pas attendre de miracle de la part de Washington face à la crise économique internationale, les Etats-Unis étant pour l'heure engagés dans de vastes plans de sauvetage de leur propre économie (21) et faisant face à des divergences sur les réformes à adopter, une réalité que le contrôle de la Chambre des représentants par les Républicains depuis les élections mi-mandat de 2010 ne fait que confirmer. C'est pourtant au niveau des échanges économiques et commerciaux

(18) Joseph NYE, « US-China relationship : a shift in perceptions of power », *Los Angeles Times*, 6 avr. 2011.

(19) Sur le maintien du déséquilibre capacitaire à l'avantage des Etats-Unis, cf. Sheena CHESTNUT / Alastair Iain JOHNSTON, « Is China rising ? », in Eva PAUS / Penelope B. PRIME / Jon WESTERN (dir.), *Global Giant : Is China Changing the Rules of the Game ?*, Palgrave Macmillan, New York, 2009, pp. 237-260 ; Jonathan HOLSLAG, *Trapped Giant : China's Military Rise*, IISS, Londres, 2011 ; Michael BECKLEY, « China's century ? Why America's edge will endure », *International Security*, vol. XXXVI, n°3, hiv. 2011/12, pp. 41-78.

(20) Sur les conséquences de la perception de la Chine comme une menace militaire aux Etats-Unis, cf. Barthélémy COURMONT, *La Tentation de l'Orient. Une nouvelle politique américaine en Asie-Pacifique*, Septentrion, Québec, 2010 ; Jean-Loup SAMAAAN, *La Menace chinoise : une invention du Pentagone ?*, Vendémiaire, Paris, 2012 ; James DOBBINS, « War with China », *Survival*, vol. LIV, n°4, août-sept. 2012, pp. 7-24.

(21) Brian P. KLEIN, « Why America can't save Asia », *Far Eastern Economic Review*, 17 fév. 2009. Brian Klein est basé à Tokyo et travaille pour le Council of Foreign Relations.

que les ambitions américaines semblent à la fois très marquées et, à certains égards, réalisables. Valérie Niquet estime ainsi que « *si la perspective d'un G2 sino-américain doit être fortement relativisée, l'émergence d'un immense ensemble américano-asiatique, nouveau 'cœur dynamique' du monde, doit être plus que jamais pris en compte* » (22). Il faut dire que les pays d'Asie disposent d'un potentiel important et que les Etats-Unis resteront encore la première puissance économique mondiale pendant plusieurs années, voire plus en fonction des opportunités et des choix de Washington. C'est donc en suivant une stratégie régionale et non en se focalisant exclusivement sur tel ou tel partenaire que les Etats-Unis pourraient voir leur politique asiatique être couronnée de succès.

Les craintes de la faisabilité d'un nouveau partenariat Washington-Pékin sont nettement plus visibles dans le domaine militaire. Kurt Campbell estimait en 2008 que la guerre en Iraq a été suivie de près par la Chine, qui a orienté la modernisation de l'Armée populaire libre (APL) en tenant compte de l'expérience américaine : « *l'une des leçons de l'Iraq est que la Chine s'est engagée dans une augmentation drastique de son budget de défense, avec pas uniquement des effets sur les investissements militaires, mais également des changements notables de stratégie et doctrine militaire* » (23). Ainsi, pendant que Washington dépensait son énergie et ses ressources en Iraq, la Chine cherchait à peser plus lourd dans le reste du monde, en mettant en avant sa capacité d'influence. Et les résultats sont à la hauteur des ambitions de Pékin. La posture chinoise en Libye et, plus récemment, en Syrie semble confirmer ce refus d'une implication trop grande, et risquée dans les crises sécuritaires majeures.

Pour Washington, la crainte la plus nette est cependant de voir la Chine rivaliser militairement avec les Etats-Unis. Les analyses prospectives de la communauté du renseignement américain – exposées dans les rapports *Global Trends* publiés par le National Intelligence Council (NIC) – arrivent généralement à la conclusion que la Chine émerge comme la principale puissance militaire, aux côtés des Etats-Unis. En 2004, le rapport *Global Trends 2020* indiquait qu'en 2020 « *le produit national brut chinois dépassera celui des puissances économiques occidentales individuelles, exception faite des Etats-Unis [...]. Notre projection mentale du monde de 2020 changera radicalement. La Chine dépassera la Russie et d'autres pays, avec, dans les deux prochaines décennies, le deuxième plus important budget de défense ; elle sera à tous égards une puissance militaire de premier plan* » (24). Nous avons vu précédemment que cette perception s'est confirmée dans le *Global Trends 2030*, qui désigne la Chine comme première puissance économique mondiale à cette date, même si le taux de croissance économique annuel chinois sera alors en deçà de 8 à 10%. En 2030, la puissance

(22) Valérie NIQUET, « Hillary Clinton en Asie : le basculement du monde », *Le Figaro*, 19 fév. 2009. Cf. également Elizabeth C. ECONOMY / Adam SEGAL, « The G-2 mirage : why the United States and China are not ready to upgrade ties », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n° 3, mai-juin 2009.

(23) Kurt CAMPBELL / Nirav PATEL / Richard WEITZ, *The Ripple Effect : China's Responses to the Iraq War*, CNAS, Washington, 15 oct. 2008, p. 23, disponible sur le site Internet www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_WorkingPaper_NIC_China_PatelCampbell_Oct2008.pdf.

(24) National Intelligence Council, *Mapping the Global Future : Global Trends 2020*, nov. 2004, pp. 9-10.

de la Chine basée sur son PIB, sa population, sa technologie et ses dépenses militaires serait même supérieure à celle des Etats-Unis selon ce même rapport (25). La question des intentions et des ambitions stratégiques de Pékin découlant de cette nouvelle capacité est au cœur de toutes les interrogations aux Etats-Unis (26).

Pour l'heure, la Chine est plus à la recherche d'un compromis que d'une confrontation, mais un compromis qui se ferait assez nettement à son avantage, traduisant ainsi la position de force dans laquelle l'empire du milieu se trouve en Asie-Pacifique. Pour Joshua Cooper Ramo, le consensus de Pékin suggère que « *l'objectif de la Chine n'est pas de provoquer un conflit, mais de l'éviter* » (27). Car c'est en l'évitant que Pékin aurait tout à gagner. Selon plusieurs sources, l'APL verrait même d'un bon œil une sorte de « Yalta du Pacifique » dans lequel le Pacifique Est serait sous tutelle américaine et le Pacifique Ouest sous tutelle chinoise, ce qui marquerait le *leadership* chinois sur la rive asiatique, mais dans le même temps impliquerait de plus grandes rivalités entre les deux pays dans le Pacifique (28). La stratégie du pivot semble être une réponse par la négative à ce partage du Pacifique et peut dès lors être perçue à Pékin comme une volonté manifeste de renforcer la rivalité.

L'enjeu de cette rivalité est de taille : les Etats-Unis pourront-ils longtemps résister à l'émergence de la Chine dans la région et contrebalancer son *leadership* ? Pour John Mearsheimer, « *il est clair que le scénario le plus dangereux pour les Etats-Unis serait de voir la Chine devenir une puissance hégémonique potentielle en Asie du Nord-Est. Bien entendu, les perspectives de voir la Chine accéder à ce niveau dépendront largement de la vitesse à laquelle se développera son économie. [...] elle chercherait alors indiscutablement à imposer son hégémonie dans la région, comme les Etats-Unis le firent dans l'hémisphère occidental au XIX^e siècle* » (29). Une sorte de montée en puissance irrémédiable donc, qui ne se fera pas sans vague, mais qui pourrait avoir pour effet de mettre Washington en difficulté. D'ailleurs, selon Ted Fishman, « *l'un des objectifs de la Chine dans ses agissements politiques est de diminuer l'influence américaine en Asie. [...] le match Chine-Etats-Unis en Asie s'inscrit dans le long terme, mais il est en marche* » (30). Sur la question chinoise, David Sanger, du *New York Times*, note de son côté que « *le problème chinois [...] est un problème de leadership, de partenariat, et de confiance – la confiance que l'Amérique est suffisamment*

(25) *Global Trends 2030, op. cit.*, p. 17.

(26) Cf. notamment David SHAMBAUGH, « Coping with a conflicted China », *The Washington Quarterly*, vol. XXXIV, n°1, hiv. 2011, pp. 7-27. Cf. aussi Office of the Secretary of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2011*, Annual Report to Congress, Washington, 2011. Enfin, cf. les différentes déclarations de l'ancien Secrétaire à la Défense, Robert Gates, avant qu'il quitte son poste le 30 juin 2011, déclarations dans lesquelles il invite à renforcer la présence militaire américaine dans le Pacifique.

(27) Joshua Cooper RAMO, « The Beijing consensus », *Foreign Policy Centre*, Londres, 2004.

(28) Gregory CHIN / Ramesh THAKUR, « Will China change the rules of the global order ? », *The Washington Quarterly*, vol. XXXIII, n°4, oct. 2010.

(29) John MEARSHEIMER, *The Tragedy of Great Power Politics*, Norton, New York, 2001, p. 401.

(30) Ted FISHMAN, *China, Inc.: How the Rise of the Next Superpower Challenges America and the World*, Scribner, New York, 2006, p. 291.

forte pour gérer l'émergence d'autres superpuissances, et suffisamment sécurisée pour ne pas devenir paranoïaque par rapport au fait que l'avance de l'Amérique vis-à-vis d'un de ses plus grands compétiteurs est en train de fondre » (31). A terme, la question d'une rivalité à grande échelle semble se dessiner, ce qui a bien évidemment des effets négatifs sur toute tentative visant à proposer un partenariat durable.

En attendant, la Chine se montre de plus en plus décidée à partager le *leadership* avec Washington dans la région, avant peut-être de voir encore plus loin. Washington cherche à apaiser les tensions et nier la rivalité et trouve sur ce point une oreille complice avec une Chine qui ne souhaite pas une confrontation aux effets incertains et qui pourrait briser sa dynamique de montée en puissance (32). Lors d'un entretien avec son homologue chinois consécutivement à un incident au large de Hainan, Hillary Clinton a ainsi déclaré que « nous devons travailler dur à l'avenir afin d'empêcher de tels incidents aux conséquences incertaines ». Travailler dur et surtout ensemble, voilà ce que recherche la Chine en attendant d'être en position de force ; et voilà ce que déplorent certains cercles stratégiques américains, qui craignent de voir les Etats-Unis perdre définitivement leur hégémonie en Asie orientale. Si on ajoute à cela les multiples engagements de Washington, au Moyen-Orient notamment, qui ont pour effet de ralentir la mise en application de la stratégie du pivot, et des problèmes de politique intérieure qui affectent la politique asiatique de Barack Obama (notons par exemple la non-participation du Président américain au sommet de l'APEC à Bali en octobre 2013, en pleine crise du budget à Washington), les inquiétudes américaines sont en grande partie justifiées. Ce sont donc à la fois des facteurs internes et externes qui limitent la politique chinoise de Washington.

ACCEPTER LA NOUVELLE DONNE CHINOISE

L'un des plus grands défis de l'administration Obama dans sa relation avec Pékin consiste à accepter la réalité de la compétition chinoise et d'une rivalité qui ne dit pas son nom. Dans un article remarquable inspiré des thèses freudiennes, le politologue britannique Mark Leonard avance l'idée que c'est en étant plus semblables que les deux pays risquent de voir leur compétition s'affirmer, tandis que les différences les maintiendraient à distance respectable (33). Or, en s'affirmant sur la scène internationale, en s'opposant systématiquement à l'unilatéralisme de Washington, mais de manière contenue, et en proposant dans le même temps le slogan attractif d'émergence – ou

(31) David E. SANGER, *The Inheritance. The World Obama Confronts and the Challenges to American Power*, Harmony Books, New York, 2009, p. 396.

(32) Sur le sentiment d'insécurité de Pékin, que Washington doit prendre en compte dans le cadre de sa stratégie du pivot, mais qui peut dans le même temps servir de levier à une coopération élargie aux questions militaires, cf. Ely RATNER, « Rebalancing to Asia with an insecure China », *The Washington Quarterly*, vol. XXXVI, n°2, print. 2013, pp. 21-38.

(33) Mark LEONARD, « Why convergence breeds conflict », *Foreign Affairs*, vol. XCII, n°5, sept.-oct. 2013.

ascension – pacifique (34), la Chine a profité de la détérioration considérable de l'image des Etats-Unis pour s'imposer et devenir, à son tour, incontournable (35). Certes, le poids de la puissance économique chinoise et ses capacités en matière d'investissements comptent pour beaucoup dans la reconnaissance internationale dont ce pays fait désormais l'objet, mais rien n'aurait été possible sans une stratégie finement élaborée. Pékin aurait pu se contenter de ne pas souscrire à la politique étrangère aventureuse de l'administration Bush, mais elle est allée plus loin en proposant une alternative qui lui vaut une reconnaissance et un soutien sans précédents dans les pays dits du Sud, dont elle se revendique d'ailleurs encore volontiers.

Comme le note le journaliste chinois Ruolin Zheng, « *la Chine est devenue un partenaire majeur non seulement pour les pays occidentaux, mais également pour les pays du Sud, en Afrique et en Amérique latine notamment* » (36). Et d'ajouter que l'émergence de la Chine lui apporte de nombreux soutiens politiques, dans des régions où les Etats-Unis souffrent d'un déficit d'image et sont perçus comme une puissance impérialiste. Mettant en avant son *soft power*, devenu stratégie officielle en 2007 (37) et que la nouvelle équipe dirigeante ne semble pas désireuse de remettre en question, la Chine se substituerait donc aux Etats-Unis là où la puissance américaine a été soumise à rude épreuve au cours des années Bush. Même Barack Obama le fit remarquer lors de la campagne présidentielle de 2008. Pour lui, tandis que les Etats-Unis ont détérioré leur image sur la scène internationale, d'autres acteurs comme la Chine en ont profité pour renforcer leur influence. Et de préciser les cas de l'Afrique et de l'Amérique latine comme les exemples les plus nets de cette stratégie payante de Pékin. Les « amis » de Pékin, spontanés ou parfois instrumentalisés, sont en tout cas devenus les vecteurs de son *soft power*.

Pour l'heure, la plupart des analystes américains, s'ils suivent de près le *soft power* chinois, n'en relèvent que rarement le caractère menaçant pour la première puissance mondiale, et s'associent aux experts chinois pour tenter d'en déterminer les implications à long terme. Joseph Nye et Jisi Wang se

(34) On doit la première mention publique du concept d'ascension pacifique à Zheng Bijian, ancien vice-président de l'école centrale du PCC et conseiller de Hu Jintao dans un discours prononcé au forum de Bo'ao (Hainan) le 3 novembre 2003, dans lequel il indique que « *le seul choix pour la Chine dans la situation internationale actuelle est d'émerger de manière pacifique, c'est-à-dire se développer en tirant avantage de l'environnement international pacifique actuel et en même temps préserver la paix à travers son développement* ». De nombreux experts américains voient dans cette posture un slogan qui masque difficilement les ambitions de la Chine sur la scène internationale. Sur le sujet, cf. Alastair Iain JOHNSTON, « How new and assertive is China's new assertiveness ? », *International Security*, vol. XXXVII, n° 4, print. 2013, pp. 7-48.

(35) Yanzhong HUANG / Sheng DING, « Dragon's underbelly : an analysis of China's soft power », *East Asia*, vol. XXIII, n° 4, déc. 2006, pp. 22-44. Notons ici que les débats sont intenses au sein de l'appareil politique chinois concernant les orientations de la politique étrangère de Pékin et les défis auxquels fait face ce pays restent immenses et peuvent *de facto* en influencer l'issue.

(36) Ruolin ZHENG, « Pékin n'a que des amis », *La Revue pour l'intelligence du monde*, n° 10, sept.-oct. 2007, p. 134.

(37) Pour une présentation du XVII^e Congrès du Parti communiste chinois de 2007 et l'officialisation de la stratégie de *soft power* de Pékin, cf. *Chine, Le XVII^e Congrès du Parti communiste chinois*, Société chinoise du commerce international du livre, Pékin, 2007. Cf. également Barthélémy COURMONT, « What implications for the Chinese soft power : charm offensive or new hegemony ? », *Pacific Focus*, vol. XXVIII, n° 4, déc. 2013, pp. 343-364.

sont notamment efforcés de définir le *soft power* chinois à partir de cinq éléments (38). Pour eux : le *soft power* chinois ne semble pas dirigé contre le *soft power* américain ; l'idée que le modèle chinois de développement et de parti unique dispute le modèle occidental est excessive ; le *soft power* chinois peut aider la diplomatie américaine ; l'attitude chinoise à l'égard du *soft power* américain est essentiellement défensive ; les Chinois s'inspirent du *soft power* américain.

Suivant ce raisonnement, certains experts américains estiment que face à cette montée en puissance de la Chine, Washington ne doit surtout pas durcir sa position, au risque de perdre en crédibilité, mais au contraire privilégier le *soft power* américain. Comme le rappelle John Ikenberry, « *les Etats-Unis ne peuvent empêcher la montée en puissance de la Chine, mais ils peuvent s'assurer que cette montée en puissance respecte les règles et les institutions que Washington et ses partenaires ont mis en place au siècle dernier, afin de mieux servir les intérêts de l'ensemble des Etats à l'avenir* » (39). Plutôt que de chercher à s'opposer, sans succès, à la montée en puissance de la Chine, le professeur de Princeton recommande ainsi un *soft power* qui permettrait d'assurer un ordre mondial moins chaotique, en invitant la Chine à accepter les valeurs occidentales dans les relations entre Etats. Même approche positive du côté chinois. Zhiya Chen, secrétaire général de la China Foundation for International and Strategic Studies (CFISS), estime que : les Etats-Unis et la Chine ne sont pas ennemis et ne le seront *a priori* pas et la Chine n'a pas l'intention de contester les Etats-Unis militairement ; tout problème entre la Chine et les Etats-Unis à propos de Taiwan serait un problème de gestion de crise plus qu'une confrontation stratégique ; la Chine et les Etats-Unis devraient travailler à de plus étroites coopérations dans le domaine militaire (40).

Les souhaits de Pékin de jouer profil bas sur la scène internationale, de refuser le statut de superpuissance et de ne pas chercher à imposer un modèle se retrouvent dans la volonté très nette des dirigeants chinois de faciliter l'émergence d'une multipolarité dans laquelle la Chine aurait une place importante. Pour ce faire, Pékin s'est mué en champion du multilatéralisme, refusant toute forme d'hégémonie sur la scène internationale (41). Cette stratégie, propre aux puissances moyennes, a le mérite de servir l'image de la Chine sur la scène internationale, tout en assurant une place de choix pour Pékin dans le concert des nations. Et elle permet aussi de justifier les critiques à l'égard de Was-

(38) Joseph NYE / Jisi WANG, « The rise of China's soft power and its implications for the United States », in Richard ROSECRANCE / Guoliang GU (dir.), *Power and Restraint. A Shared Vision for the US-China Relationship*, Public Affairs, New York, 2009, pp. 23-34.

(39) John IKENBERRY, « The rise of China and the future of the West », *op. cit.*, p. 37.

(40) Zhiya CHEN, « Shaping China-US military relations », in Richard ROSECRANCE / Guoliang GU (dir.), *Power and Restraint. A Shared Vision for the US-China Relationship*, *op. cit.*, p. 59.

(41) Mingjiang LI, « Rising from within : China's search for a multilateral world and its implications for sin-US relations », *The International Spectator*, vol. XLV, n°4, 2010.

hington sur les motivations de la stratégie du pivot, mais aussi sur la nature et l'ampleur du partenariat proposé par les Etats-Unis à la Chine (42).

CONCLUSION : LE *SMART POWER*,
UN INSTRUMENT DE RIVALITÉ QUI NE DIT PAS SON NOM

L'administration Obama cherche évidemment à profiter de l'émergence bienveillante mise en avant par la Chine pour s'associer à elle dans la gestion des grands enjeux internationaux, même si elle continue à la regarder avec autant de méfiance que d'inquiétude. A long terme, il est indiscutable que c'est Pékin qui voit son influence se renforcer de manière considérable, sans même avoir à trop forcer, et peut dès lors se consacrer à ses multiples défis en interne. Pour Fareed Zakaria, « *la Chine a plus de chances de rester une puissance asymétrique. Elle est déjà en train d'explorer et de développer des moyens de compliquer et de réduire la suprématie militaire américaine, comme les technologies liées à l'espace et Internet. Et plus important, elle va utiliser sa puissance économique et ses moyens politiques pour atteindre ses objectifs sans avoir à faire usage de sa force militaire* » (43). En d'autres termes, privilégier le *soft power* et la puissance de son économie et moins ses capacités de *hard power*. Washington doit donc apprendre à accepter le *soft power* chinois et ses implications pour espérer établir un partenariat durable avec Pékin.

Là est sans doute le principal défi du *smart power* de la présidence Obama, mais aussi sa principale limite, au point que certains experts jugent préférable de jouer un rôle plus actif, notamment en imposant la position américaine sur les différends territoriaux et maritimes dans lesquels Pékin est impliquée et en utilisant les outils du *hard power* de manière plus nette pour conforter l'influence de Washington dans la région (44). Au risque de voir la stratégie du pivot évoluer vers une rivalité plus affichée, par le refus d'accepter la réalité de la montée en puissance chinoise et le souhait de la contenir. Certains y verront un retour en arrière à la stratégie de l'« endiguement », qualifiant simultanément un endiguement et un engagement, d'autres une conséquence inévitable du *smart power*.

(42) Cf. Chang Liu, « Washington needs to take concrete steps to promote China-US ties », *Xinhua*, 4 sept. 2012 ; SHENG ZHONG, « Inconsistency between words and deeds lowers US Influence in Asia-Pacific », *People's Daily Online*, 5 juin 2012. A noter ici que Zhong Sheng n'est pas un auteur, mais un pseudonyme utilisé par le service international du *Quotidien du peuple*.

(43) Fareed Zakaria, *The Post-American World*, New York, Norton, 2008, p. 126.

(44) Lire notamment Daniel Twining, « A Stronger Pivot », *Foreign Policy*, 5 novembre 2012.